Politique d'usages du réseau câblé dans le secteur de la formation professionnelle

Pierre Corset et Régis Weygand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/2988>

DOI : 10.4000/edc.2988

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université Lille-3

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 1987

Pagination : 205-213

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Pierre Corset et Régis Weygand, « Politique d'usages du réseau câblé dans le secteur de la formation professionnelle », *Études de communication* [En ligne], 9 | 1987, mis en ligne le 24 février 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/2988> ; DOI : 10.4000/edc.2988

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

Politique d'usages du réseau câblé dans le secteur de la formation professionnelle

Pierre Corset et Régis Weygand

1. Le réseau de vidéocommunication sera-t-il l'outil adéquat pour répondre dans les prochaines années, aux défis posés par les besoins en formation ?

- 1 La formation étant un des principaux facteurs permettant de mesurer le développement socio-économique d'une région, son importance est progressivement prise en compte par le secteur public et les entreprises privées. Deux impératifs s'imposent et convergent pour accentuer autant l'urgence des besoins en formation que leur masse quantitative : les *mutations technologiques* qui impliquent une demande rapide de qualifications nouvelles et la *nécessité d'une adaptation quasi immédiate* aux lois du marché et aux nouveaux modes de production, de distribution et de gestion. L'amélioration de la productivité de la formation peut donc induire des retombés considérables au niveau du système de production et, à ce titre, l'outil de formation sera de plus en plus considéré comme un critère d'efficacité économique.
- 2 Or l'implantation prochaine de réseaux de vidéocommunication dans la plupart des grands centres urbains, ouvre au secteur de la formation de nouvelles perspectives. L'utilisation du câble comme vecteur de transmission autorise, en effet, la conception de programmes diversifiés dans leur contenu, leur nombre et leur horaire de diffusion. De plus, en offrant aux différents publics de nouvelles formes d'accès aux programmes, son utilisation permet d'envisager de passer d'une préformation de publics nombreux à des messages précis, apportant des contenus denses à des publics spécialisés. La définition d'une politique d'usages de ce nouvel outil, dans le champ de la formation des adultes, devrait s'interroger sur les conséquences de l'utilisation de cette nouvelle technologie

audiovisuelle pour les publics à former, les méthodes et les contenus de formation à proposer.

- 3 La plupart des plans de services des futurs réseaux de vidéocommunication prévoient de réserver une partie du nouvel espace audiovisuel à des programmes de formation. Mais, le plus souvent, ce service est conçu dans la perspective de la simple télédistribution de programmes de formation à destination des publics locaux sans que le processus pédagogique soit réellement pris en compte. Or l'usage du réseau câblé permet précisément *d'insérer l'action de formation dans un processus de communication médiatisée*, c'est-à-dire de concevoir une action de formation adaptée à un public donné, sous forme de « paquets pédagogiques », comportant, entre autres, des produits audiovisuels câblo-diffusés (recourant aux modes d'interactivité disponibles) et prenant en compte les modalités d'apprentissage du public visé, dans les lieux de réception adéquats. Cette problématique nécessite d'étudier pour chaque action de formation envisagée, quelle utilisation du réseau câblé est pertinente et, en tout état de cause, pose le problème de l'adaptation du système de formation à ce nouveau type de service.
- 4 La ville de Marseille et la Société Marseillaise de Vidéocommunication, exploitant du futur réseau câblé ont fait étudier les modalités d'insertion de ce nouvel outil de communication dans le secteur de la formation professionnelle ; elles ont pris l'initiative de piloter un groupe de travail qui s'est fixé pour objectif, dans un premier temps, de définir une politique d'usage du réseau câblé la mieux adaptée aux acteurs de la formation et en s'appuyant de manière innovante, sur la capacité du réseau câblé à « mettre en relation », dans l'espace urbain, des ressources en formation et les demandes diversifiées de groupes de publics. Dans un deuxième temps, de concevoir différents scénarios, pour explorer les différentes possibilités offertes aux partenaires locaux de devenir *éditeurs de services de formation* ¹.

2. Méthode et démarche de l'étude

- 5 L'étude vise un *objectif opérationnel*. Il ne s'agit pas de décrire à priori les diverses possibilités théoriques d'utilisation du câble, mais de formaliser des activités de formation qui utiliseraient le réseau câblé de manière pertinente.
- 6 L'initiative de la ville de Marseille a permis d'ancrer cette étude dans la réalité, en lui offrant un *site de référence* et un terrain privilégié.
 - La taille de la population (près de 900 000 habitants) et celle du réseau de vidéocommunication (470 000 prises raccordables en fin de programme) offrent la possibilité d'un large éventail d'actions de formation combinant la diversité des contenus et les demandes quantitativement importantes.
 - La population connaît d'importants besoins de formation professionnelle et d'éducation permanente.
 - Marseille étant une capitale régionale, les différents partenaires publics et professionnels du secteur de la formation y sont représentés et y disposent d'infrastructures de formation importantes.
- 7 Pour être effective, la dynamique attendue de l'utilisation du réseau câblé dans le domaine de la formation, doit reposer sur des propositions *d'usages réalistes* ; tout au moins, sur des usages dont les avantages et les contraintes qu'ils représentent pour les acteurs concernés auront pu être évalués. Ces usages se veulent aussi *opérationnels* dès

l'ouverture du réseau pour pouvoir en faire l'évaluation. C'est pourquoi ils tiennent compte, en matière d'interactivité, des capacités du réseau qui seront effectivement disponibles. Enfin, le calcul des *coûts économiques* de ces usages fait partie de leur réalisme. Il donne, en effet, une mesure des *gains de productivité* que pourrait apporter au secteur de la formation le recours au réseau câblé.

- 8 Un travail préalable de documentation s'est avéré utile et nécessaire comme première approche théorique du terrain. Il s'agit, d'une part, du décor technique concernant le fonctionnement du câble et fixant le cadre de ses usages possibles et d'autre part, des données chiffrées sur les différents secteurs d'activités socio-économiques qui mobilisent la population active aujourd'hui et dans le prochain avenir et permettent d'esquisser la nature et le volume des actions de formation prévisibles.
- 9 Cet inventaire a permis d'établir un descriptif qualitatif et quantitatif du champ de la Formation Professionnelle Continue sur le site, et d'analyser plus précisément l'offre et la demande en matière de formation pour y déceler les différents types d'utilisation possible du réseau câblé.
- 10 Pour ne pas être enfermée dans cette prospection, par le « marché » de la formation tel qu'il est structuré par l'offre existante et la demande correspondante, la consultation a d'abord porté sur les publics demandeurs de formation, répartis en trois grandes catégories selon les différents types de réseaux qui les organisent :
 - *Les grandes entreprises, les administrations et para-administrations* qui représentent de gros effectifs de salariés et dont les besoins reconnus en matière de formation sont centrés presque exclusivement sur la spécificité de l'outil de production.
 - *Les PME et PMI les professions libérales, les commerçants et artisans*, « publics organisés » sur le plan professionnel parce que constitués en réseaux autour d'organismes (Assemblées Consulaires, Syndicats Professionnels, etc...).
 - *Les publics marginalisés* par rapport à l'emploi qui sont « inorganisés » et ne sont accessibles qu'au travers des institutions qui les prennent en charge (Services Sociaux, Associations, PAIO, etc...).
- 11 Dans un deuxième temps, ont été consulté les organismes qui constituent l'offre de formation (pré-formation et formation générale et spécialisée) et d'information sur la formation.
- 12 Cette analyse a permis de cerner les besoins qui pouvaient apparaître comme *prioritaires* à la fois par l'importance des publics concernés, le degré d'inadéquation des réponses données à ces besoins dans la situation actuelle et l'enjeu qu'ils représentent pour le développement économique et social du site urbain. En regard de ces besoins, la capacité du réseau de vidéocommunication de « mettre en relation » l'offre et la demande permet de dynamiser les ressources en formation et d'élargir les demandes des publics.
- 13 Ainsi le câble ne peut se substituer de manière systématique aux types de formation existants, mais il apporte différentes plus-values par rapport aux modalités traditionnelles, et, en ce sens, peut être considéré comme un outil supplémentaire au service de la formation.

3. La recherche de partenaires

- 14 En l'absence de toute référence concrète sur le sujet, la méthode suivie à consister à choisir, dans le secteur de la formation, des acteurs assez motivés pour mettre en oeuvre

des services de formation sur le réseau câblé et ainsi *construire les scénarios* correspondants, c'est-à-dire de décrire différents cas de figures d'actions de formation intégrant l'utilisation du réseau câblé pour mesurer les différentes contraintes et solutionner les principales difficultés suscitées.

- 15 Cette consultation des acteurs de la formation exige un *temps incompressible*, passé essentiellement à apporter les informations nécessaires pour susciter et enrichir la motivation, entreprendre une réflexion approfondie sur les modes d'utilisation possibles du réseau câblé et déterminer le ou les champs d'application les plus pertinents. Cette exploration nécessite une forte motivation des partenaires amenés, dans certains cas, à reconsidérer leur plan de formation pour choisir des axes de travail qui ne se limitent pas à une simple substitution des activités de formation existantes ou à produire, en marge de ces activités, quelques opérations supplémentaires utilisant le réseau câblé.
- 16 Cette phase de travail a permis de constituer en partenaires de l'opération plusieurs organismes représentant un éventail significatif de situations propres au domaine de la formation professionnelle et susceptibles de produire ainsi des scénarios diversifiés, représentatifs des principaux contextes.
- 17 Avec chacun de ces partenaires sélectionnés, le travail a consisté à choisir un axe de travail (choix du contenu de formation et du public visé) et à construire un scénario en fonction de cet objectif : insérer l'action de formation dans un processus de communication médiatisée, c'est-à-dire concevoir cette action de formation adaptée à un public donné, sous forme de « paquets pédagogiques » comportant, entre autres, des produits audiovisuels câblo-diffusés (recourant aux modes d'interactivité disponibles) et prenant en compte, dans les lieux de réception appropriés, les modalités d'apprentissage ou d'information.
- 18 Cette démarche se structure en plusieurs étapes :
 - *Identification du public* (effectifs, niveau de qualification, disponibilité de temps, etc...) et du *contenu de formation* à communiquer (pré-requis nécessaires, rapport entre acquisition de connaissances et exercices d'application, mode de progression, etc...).
 - *Définition du « paquet pédagogique »* multimedia comportant la part des services de vidéocommunication à côté des autres supports complémentaires.
 - *Découpage des contenus* audiovisuels, choix des modes d'écriture audiovisuelle et *rédaction des story-boards* correspondants et des autres documents.
 - *Choix des modalités de réception* compte tenu des possibilités d'interactivité et de l'encadrement pédagogique.
 - *Choix des modalités de production* et de programmation-diffusion.
 - *Mise en oeuvre de l'évaluation* du dispositif comprenant l'évaluation pédagogique.
- 19 Ces différentes étapes nécessitent des durées plus ou moins importantes et sont à parcourir dans un ordre variable selon les situations et les contextes.
- 20 Elles permettent d'aboutir à la rédaction d'un *cahier des charges* organisationnelles et budgétaires de la mise en production et de l'expérimentation en grandeur réelle, selon un calendrier et des modalités financières et techniques maîtrisées.

4. Les services de formation

- 21 Les actions entreprises avec les différents organismes de formation se différencient entre une offre de *services de formation* proprement dits qui posent des problèmes de conception

pédagogique et d'ingénierie de formation et des *services d'information et de communication professionnelles* qui posent des problèmes de modalités de communication.

22 *Pour les Services de Formation, l'utilisation du réseau câblé pose deux conditions majeures :*

- L'action de formation, inscrite dans un nouveau dispositif de communication, pour être *pédagogiquement aussi efficace* qu'une formation de type traditionnel, nécessite d'en assurer toutes les *conditions* (recrutement du public au niveau adéquat, qualité des contenus, modalités d'apprentissage, évaluation, etc...). Ce qui exige de la part de l'éditeur potentiel un important *investissement initial* en conception pédagogique, en fabrication du paquet pédagogique et en action de *commercialisation du produit*.
- A la différence des *produits audiovisuels de formation* réalisés à ce jour, soit comme documents d'information ou de sensibilisation ou comme aides audiovisuelles à la disposition d'un formateur, la conception de « paquets pédagogiques », centrés sur une production audiovisuelle diffusée, exige de *reconstruire le déroulement* de la formation pour tenir compte de la modalité d'un « *enseignement à distance* ».

23 Le choix de la place à donner au produit audiovisuel dans l'ensemble du contenu à communiquer, ainsi que l'élaboration minutieuse des « scénarios audiovisuels » (intégrant la démarche pédagogique) à partir des genres d'images les plus appropriées au propos, supposent l'acquisition par les concepteurs d'un savoir-faire théorique et pratique en la matière.

24 *Quant aux Services de Communication orientés vers la formation professionnelle*, il s'agit de dispositifs préalables ou complémentaires à des actions de formation (information sur la formation, incitations à des actions de formation, sensibilisation, etc...). Les éditeurs potentiels (fonds d'assurances formation, chambres consulaires, organismes professionnels, etc...) s'adressent à l'ensemble des professionnels (salariés-employeurs) de leur secteur.

25 Le choix du réseau câblé est déterminé par la comparaison du rapport coût-efficacité (en matière de public réellement atteint) avec les autres modalités d'information et l'attractivité du service proposé. La forme adéquate du produit audiovisuel est plutôt celle du magazine (couplé avec d'autres supports) selon une programmation établissant un « rendez-vous » régulier.

26 Le travail de la « Cellule éditrice », moins lourd que celui de la conception d'un service de formation, exige de construire un plan de communication répondant aux besoins de l'institution et de ses usagers, de mettre en place un processus fiable de recueil et de traitement d'informations, et d'assurer le travail de conception-production-programmation des scénarios audiovisuels correspondants.

27 Actuellement, le travail effectué par les différents organismes-partenaires de cette opération a permis de rédiger la majeure partie des story-boards et de définir le cahier des charges de la *cellule éditrice*. Celle-ci devra être instituée dans chaque organisme pour mettre en oeuvre la phase de production-diffusion qui permettra l'évaluation du dispositif expérimenté en grandeur réelle.

5. Les enseignements dégagés

28 De cette étude expérimentale se dégagent un certain nombre d'enseignements.

- *Les contraintes de l'espace social* : le secteur de la formation représente une réalité complexe. Son inscription dans des champs d'activité socio-économique multiples se traduit, d'une part, par la variété des demandes exprimées et leur constante évolution en fonction de la diversité des publics bénéficiaires, d'autre part, par la multitude des organismes qui mettent en oeuvre ces actions de formation. Ainsi, loin d'être unifié, le secteur de la formation se présente comme une structure éclatée, alors même qu'il gère un grand nombre d'intervenants et implique une masse considérable de stagiaires. Cette complexité est renforcée par le fait que *l'espace social* de la ville, tel que le circonscrit l'implantation du réseau câblé loin d'être un champ autonome de la formation pouvant donner lieu à une politique globale, se présente comme assujéti à des politiques de formation relevant d'instances nationales ou régionales qui dépassent largement les limites de l'espace urbain et n'ont pas vocation à répondre de manière spécifique aux besoins propres de la population locale ; alors même que sont implantés sur cet espace, outre les différentes administrations responsables de la formation, les principaux organismes de formation.
- *Mobilisation locale des partenaires nationaux* : le travail avec les partenaires locaux permet de capitaliser un savoir-faire généralisable et reproductible, susceptible d'être diffusé et valorisé. Intéresser ces partenaires au niveau de leurs instances centrales de décision s'avère, dès lors, nécessaire pour que l'expérience acquise par la cellule éditrice locale soit démultipliée à d'autres organismes locaux et expérimentée dans d'autres contextes. De plus, le coût de fabrication des produits audiovisuels nécessite, pour être amortie, une exploitation nationale de ces services.

29 De même, c'est à partir d'une production de qualité financée au plan national que pourra être envisagée l'adaptation de ces produits au niveau local. C'est aussi dans cette perspective, que pourra être envisagé l'usage du câble pour une formation continue des demandeurs d'emploi et des publics défavorisés.

30 Si la volonté existe de voir se développer un usage éducatif du câble en direction des publics non-salariés et défavorisés, il y a lieu de prévoir des modalités de financement par le Fond National et les Fonds Régionaux de la formation professionnelle.

- *Les relations avec l'exploitant du réseau face aux éditeurs de services de formation* : les exploitants de réseaux câblés se positionnent comme des libraires. Ils proposent aux publics des produits édités par d'autres dont la vente par abonnement ou pay per view doit les rémunérer, ainsi que le propriétaire du réseau et l'éditeur. Ils ne peuvent donc proposer des produits qui, comme les services de formation, ne touchent qu'un faible public. La solution serait alors que l'éditeur de programmes de formation loue lui-même l'espace de diffusion correspondant au public ciblé de son action de formation. Il n'existe pas de référence permettant aujourd'hui de déterminer le prix auquel ces exploitants factureront l'espace de diffusion. Mais ces *tarifs de location* des espaces audiovisuels doivent-ils être uniformes ? Ceux appliqués aux éditeurs de service public (par exemple, pour la préformation des publics défavorisés) doivent-ils être les mêmes que ceux appliqués aux autres partenaires (par exemple, pour la communication d'entreprise) ? Si non, par qui sera payée la différence ?
- *L'accès aux moyens de production* : Il ne semble pas rationnel, sauf cas exceptionnel, que les éditeurs de programmes de formation se dotent d'équipements pour produire eux-mêmes

leurs documents. Suivant le type de production, il paraît préférable qu'il loue un studio de diffusion existant sur le site urbain ou fasse appel à des organismes de production extérieurs, en faisant jouer la concurrence entre eux par le recours à une procédure d'appel d'offre pour obtenir le meilleur rapport qualité/prix.

- 31 Une procédure facilitant l'agrégation des demandes mettant en présence des représentants des utilisateurs de service de formation câblo-diffusés, des organismes de formation éditeurs de tels services, des exploitants de réseaux câblés et des spécialistes de l'audiovisuel, permettrait de développer cet usage du câble en garantissant la qualité des produits, de leur diffusion et de leur amortissement et susciterait l'apparition de prix de marché pour la production audiovisuelle de formation et la location d'espaces de diffusion :
- 32 *Formation des formateurs* : L'utilisation du réseau câblé dans le secteur de la formation va modifier quelque peu l'organisation des formations, parce qu'il permet d'atteindre simultanément des effectifs importants, l'usage du réseau peut « libérer, » les formateurs de certaines répétitions dans leur travail. Ce temps libéré pourrait être utilement employé à d'autres tâches pédagogiques, soit dans la préparation des stages, soit dans la présence auprès des stagiaires pour un suivi plus individualisé. La tendance à la « modularisation » des formations va encore être accentuée par cet outil.
- 33 De plus, cet usage du réseau va constituer pour les formateurs et les stagiaires une pratique nouvelle qui, pour une optimisation pédagogique de ce nouvel outil, exige une formation préalable des formateurs à l'utilisation des outils et dispositifs audiovisuels ; un excellent pédagogue dans le face à face avec des stagiaires peut ne pas s'adapter au style du medium télévisé qui requiert un type de comportement particulier.
- 34 Cette étude expérimentale menée sur le site de Marseille devrait faire bénéficier les responsables des futurs réseaux câblés d'un avantage réel : disposer d'une méthode à mettre pratiquement en oeuvre, et comportant, outre l'identification des principaux acteurs directement concernés par la réalisation de ce plan d'action, les différentes démarches à entreprendre à chaque étape chronologique.
- 35 Si la formation à distance amène à reconsidérer à la fois des domaines de formation en fonction des nouveaux publics et l'intégration des nouveaux outils et leur possible complémentarité, l'expérimentation d'une nouvelle pédagogie propre à ce type de formation à distance devrait susciter un réel intérêt.

NOTES

1. Cette étude commanditée par la Mission TV-câble et de la Délégation à la formation Professionnelle a été réalisée par le CEREP-Communication et le Département de la Recherche de l'Institut National de l'Audiovisuel

RÉSUMÉS

Le développement des réseaux de vidéocommunication (télévision câblée) dans les années 1980s a suscité l'intérêt des professionnels de la formation. En effet ceux-ci permettent la conception et surtout la diffusion d'émissions spécialement dédiées à la formation, ici professionnelle. Il s'agit de penser des programmes de formation professionnelle accompagnés d'une réflexion pédagogique construite pour éviter une diffusion massive, à l'échelle locale, de programmes de formation non réfléchis. Pour mettre en place cela une étude a été menée à Marseille pour analyser les attentes des publics (entreprises, travailleurs et chômeurs) en termes de formation mais aussi les aspects techniques de diffusion télévisée par câble.

INDEX

Mots-clés : formation professionnelle, formation à distance, télévision câblée, usages des TIC

Keywords : vocational training, distance training, cable television, ITC' uses

AUTEURS

PIERRE CORSET

Pierre Corset, INA Département de la Recherche

RÉGIS WEYGAND

Régis Weygand, CEREP-Communication